

SÉNAT DE BELGIQUE

SEANCE DU 12 FÉVRIER 1930

Projet de Loi approuvant la Convention de Commerce et de Navigation conclue à Téhéran, le 9 mai 1929, entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et la Perse.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Désireux de mettre fin au régime des capitulations, le Gouvernement persan dénonçait, le 10 mai 1927, les Conventions conclues sur cette base avec les diverses Puissances étrangères. En vertu de cette dénonciation, le Traité d'Amitié et de Commerce, signé le 31 juillet 1857, entre la Belgique et la Perse, devait cesser ses effets le 10 mai 1928. Cet Accord stipulait, en matière de douanes et de navigation, le traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

Préoccupée de régler en premier lieu ses relations commerciales avec la Russie, c'est avec ce pays que la Perse négocia tout d'abord une Convention de Commerce en s'appuyant sur le nouveau tarif douanier qu'elle avait décidé de mettre en vigueur.

Ce ne fut qu'après l'entrée en vigueur, le 2 mars 1928, du nouveau Traité russo-persan, que le Gouvernement de Téhéran se déclara prêt à engager des pourparlers en vue de la conclusion de Conventions semblables avec les autres pays.

Le temps faisant défaut pour élaborer et mettre en vigueur de nouveaux Traités avant le 10 mai, date d'expiration des anciennes Conventions, le Gouvernement persan proposa la conclusion

d'Accords provisoires, d'une durée strictement limitée à un an.

C'est ainsi que le 15 mai 1928 fut signé, à Téhéran, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Perse, un Accord provisoire, valable jusqu'au 10 mai 1929 et basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée en matière d'immunités diplomatiques et consulaires, d'établissement des personnes physiques et morales et de régime douanier des marchandises.

Cependant, les négociations se poursuivaient entre les deux Parties afin d'établir de nouvelles Conventions d'amitié, d'établissement consulaire, de commerce et de navigation, qui, à l'expiration du régime provisoire, lui substitueraient un statut définitif.

C'est dans ces conditions que fut signée, à Téhéran, le 9 mai 1929, la Convention de Commerce et de Navigation, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation. Ce Traité est basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée à l'importation et à l'exportation des marchandises du territoire douanier de chacune des Parties Contractantes. Celles-ci conviennent de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition d'importation ou d'exportation, à l'exception des catégories de prohibitions

et restrictions admises par la Convention Internationale signée à Genève, le 8 novembre 1927. Les Parties s'engagent, en outre, à appliquer dans leurs rapports réciproques, les Conventions internationales suivantes :

1^o La Convention conclue à Genève, en 1923, pour la simplification des formalités douanières ;

2^o La Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes signés à Genève, en 1923 , 

3^o Le Protocole sur les clauses d'arbitrage fait à Genève, en 1923, en ce qui concerne les contrats considérés comme commerciaux par le droit national.

La nouvelle Convention contient les dispositions basées sur le traitement de la nation la plus favorisée et généralement reprises dans nos Traités de Commerce, concernant les taxes et droits intérieurs, les formalités relatives aux certificats d'origine, la liberté du transit, le régime des voyageurs de commerce et de leurs échantillons, le traitement des navires de commerce et de leurs cargaisons. Elle excepte du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, ainsi qu'il est d'usage, les privilèges spéciaux consentis en cas d'union douanière ou dans les relations frontalières avec les Etats limitrophes. Conclue pour une durée de cinq ans, la Convention sera, sauf dénonciation six mois avant expiration de cette période, prorogée par tacite reconduction et sera ensuite dénonçable en tout temps, moyennant préavis de six mois.

Dans un Protocole final, les Parties conviennent de régler, le plus tôt possible, par un Accord spécial, les questions de la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et des permis de navigation ou certificats de navigabilité.

Enfin, par lettres échangées au moment de la signature de la Convention, les Parties ont décidé, d'une part, d'appliquer, en matière douanière, aux relations entre les Possessions coloniales de la Belgique et de la Perse, le traitement de la nation la plus favorisée ; d'autre part, de continuer à se faire bénéficier réciproquement, en attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention, des droits de leur tarif minimum.

La nouvelle Convention aura pour conséquence de faire disparaître définitivement la discrimination dont certains de nos produits ont été l'objet, à un moment donné, à l'importation en Perse, au profit de produits similaires étrangers. L'on peut espérer qu'elle favorisera le développement des relations économiques entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Perse et qu'elle amènera nos hommes d'affaires à orienter de plus en plus leur activité vers un marché appelé à offrir un débouché particulièrement intéressant pour beaucoup de nos produits d'exportation.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
HYMANS.

A N N E X E**Convention de Commerce et de Navigation entre l'Union économique
Belgo-Luxembourgeoise et la Perse.**

Sa Majesté le Roi des Belges, agissant tant en Son nom qu'au nom de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, en vertu d'Accords existants, d'une part, et Sa Majesté Impériale le Shah de Perse, d'autre part, désireux de favoriser les échanges commerciaux et de développer les relations économiques entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la Perse, ont résolu de conclure une Convention de Commerce et de Navigation et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence Monsieur Maurice Cuvelier, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Perse ;

**SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH
DE PERSE :**

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan Farzine, Gérant de Son Ministère des Affaires Etrangères ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

En réglant leurs rapports sur le principe de l'autonomie douanière, les Parties Contractantes conviennent que les produits du sol et de l'industrie du territoire persan, à leur entrée dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, et réciproquement, les produits du sol et de l'industrie de l'Union

Economique belgo-luxembourgeoise, à leur entrée en Perse, ne seront pas soumis à des droits, coefficients, taxes ou redevances quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les produits similaires d'un tiers pays quelconque.

Il est entendu que si, à un moment quelconque, une des Parties Contractantes réduisait un ou plusieurs des droits minima de son tarif, le bénéfice de ces réductions serait accordé automatiquement aux marchandises produites ou manufacturées dans le territoire de l'autre.

ART. 2.

Les produits qui sont exportés du territoire de l'une des Parties Contractantes, à destination du territoire de l'autre, ne seront pas assujettis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être appliqués aux produits similaires à destination de la nation la plus favorisée.

ART. 3.

Le traitement de la nation la plus favorisée s'applique également au mode de perception des droits d'importation et d'exportation, au régime des entrepôts, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises, que celles-ci soient importées, exportées ou passent en transit.

ART. 4.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les taxes intérieures de quelque nature que ce soit, du même traitement que celui qui est ou pourra être accordé aux produits nationaux similaires ou aux produits similaires du pays le plus favorisé à cet égard.

ART. 5.

Les Parties Contractantes conviennent de supprimer, en principe, l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, au cas où, à l'entrée du territoire de l'une des Parties Contractantes, certains articles seraient passibles de droits de douane différents suivant leur origine ou leur provenance, des certificats d'origine pourraient exceptionnellement être exigés pour que les articles venant du territoire de l'autre Partie soient admis au bénéfice des droits les plus réduits.

Au cas où des certificats d'origine viendraient à être exigés, les Parties Contractantes conviennent d'appliquer, en cette matière, les dispositions de la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève, le 3 novembre 1923.

ART. 5bis.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, dans leurs rapports réciproques, à donner effet aux dispositions :

1° De la Convention conclue à Genève, en 1923, pour la simplification des formalités douanières ;

2° De la Convention et du Statut sur le régime international des ports maritimes, signés à Genève, en 1923 ;

3° Du Protocole sur les clauses d'arbitrage fait à Genève, en 1923, en ce

qui concerne les contrats qui sont considérés comme commerciaux par leur droit national ;

que ces Actes aient été ratifiés ou non par Elles.

ART. 6.

Il y aura, entre les territoires des Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties Contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation.

Toutefois, les Parties Contractantes se réservent, étant entendu que ces mesures seront appliquées à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans des conditions identiques, le droit d'établir les catégories suivantes de prohibitions et de restrictions :

1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;

2° Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires ;

3° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;

4° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

5° Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;

6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;

7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production,

le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;

8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

D'autre part, rien dans la présente Convention ne portera atteinte au droit de chacune des Parties Contractantes de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation, pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de l'espèce étaient adoptées, elles seront appliquées de telle manière qu'elles ne conduisent à aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre Partie Contractante. La durée de ces mesures sera celle des causes ou des circonstances qui les auront fait naître.

D'autre part, il est convenu entre les Parties Contractantes que les dispositions de cet article ne seront pas invoquées à l'égard de toutes prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation qui ne sont pas contraires aux dispositions des Conventions internationales pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, auxquelles les deux Parties auraient adhéré.

ART. 7.

Les Parties Contractantes s'engagent à accorder réciproquement, sur leur territoire, sous réserve de l'accomplissement des formalités légales, le droit d'entreposage et la liberté de transit aux bagages, marchandises et objets de toute sorte, navires, véhicules et wagons de chemin de fer, ou autres moyens de transport, en se garantissant, sous ce rapport, le traitement le plus avantageux accordé à un autre Etat.

Les marchandises de toute nature,

traversant le territoire douanier de l'une des Parties Contractantes, auront à acquitter, en ce qui concerne l'entreposage et le transit, exclusivement les droits et les taxes destinés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration, sans préjudice, toutefois, des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces produits pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transit.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

a) En temps de guerre, ainsi qu'en tout temps, pour raisons de sécurité ou de sûreté publique ;

b) Pour raisons sanitaires ou comme mesure de prophylaxie contre les épidémies et maladies des végétaux.

ART. 8.

Les commis-voyageurs, représentant des maisons de commerce ou des industries situées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons, du même traitement que les commis-voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes se rendant aux foires et aux marchés à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'Autre, traités d'une manière moins favorable que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus n'étant pas applicables aux métiers ambulants, non plus qu'au colportage, chacune des Parties Contractantes se réserve, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

ART. 9.

Chacune des Hautes Parties Contractantes réserve à l'Autre le traitement de

la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les navires de commerce et leurs cargaisons, qu'il s'agisse de taxes, de facilités ou de tout autre objet.

ART. 10.

Le traitement sur pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

1^o Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par l'une des Parties Contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas quinze kilomètres en général ;

2^o Aux faveurs spéciales consenties en cas d'union douanière.

ART. 11.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra et l'échange des ratifications aura lieu à Téhéran. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et aura une durée de cinq ans. Au cas où, six mois avant l'expiration de ces cinq années, elle n'aurait pas été dénoncée, elle serait prorogée par tacite reconduction et ne cesserait ses effets que six mois après que l'une des Parties Contractantes aurait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

ART. 12.

La présente Convention est rédigée en deux exemplaires.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 9 mai 1929.

M. CUVELIER.
FARZINE.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce et de Navigation conclue aujourd'hui entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la Perse, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante, qui constituera partie intégrante de la Convention même :

« Les Parties Contractantes sont d'accord que le traitement de la nation la plus favorisée, prévu à l'article 9, ne s'applique pas aux facilités résultant d'Accords spéciaux conclus par l'une d'Elles et relatifs à l'inspection et au jaugeage des navires.

» La reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et des permis de navigation ou certificats de navigabilité fera l'objet, le plus tôt possible, d'un Accord spécial entre les Parties Contractantes. »

Téhéran, le 9 mai 1929.

M. CUVELIER.
FARZINE.

Téhéran, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de la signature de la Convention de Commerce et de Navigation entre la Perse et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, en date du 9 mai 1929, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les produits du Congo Belge et des territoires sous mandat belge du Ruanda-Urundi continueront, sous condition de réciprocité, de bénéficier, à l'importation en Perse, du tarif de douanes minimum applicable aux produits de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise. Il ne sera mis fin à ce régime

que moyennant un préavis de six mois ou par la dénonciation de la présente Convention.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

FARZINE.

*Son Excellence Monsieur Cuvelier,
Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire de Belgique,
à Téhéran.*

Téhéran, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

Par Sa lettre du 9 mai 1929, Votre Excellence a bien voulu me faire part de la décision du Gouvernement persan de faire bénéficier les produits du Congo Belge et des territoires sous mandat belge du Ruanda-Urundi, du tarif de douane minimum applicable aux produits de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise. J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, qu'à titre de réciprocité, le Gouvernement du Roi continuera d'appliquer, en matière douanière, aux produits persans importés dans les possessions coloniales de la Belgique, le régime le plus favorable accordé à la nation la plus favorisée. Il ne sera mis fin à ce régime que moyennant un préavis de six mois ou par la dénonciation de la Convention de Commerce et de Navigation entre la Perse et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, en date du 9 mai 1929.

Veillez agréer, Monsieur le Gérant, les assurances de ma haute considération.

M. CUVELIER.

*A Son Excellence
Mirza Mohamed Ali Khan Farzine,
Gérant du Ministère Impérial des
Affaires Etrangères,
à Téhéran.*

Téhéran, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Prenant en considération que, comme suite aux relations amicales déjà établies entre nos deux pays, nous avons signé aujourd'hui une Convention d'Etablissement entre la Perse et la Belgique et une Convention de Commerce et de Navigation entre la Perse et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, dans l'espoir de les voir ratifier et pour contribuer à renforcer ces relations, la Perse continuera, sous condition de réciprocité, d'accorder aux produits de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise son tarif minimum et tous abaissements du dit tarif qui viendraient à avoir lieu et cela pendant la durée raisonnablement nécessaire pour la ratification.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Le Gérant du Ministère des Affaires
Etrangères,*

M. FARZINE.

*Son Excellence Monsieur Cuvelier,
Ministre de Belgique,
à Téhéran.*

Téhéran, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Prenant en considération que, comme suite aux relations amicales déjà établies entre nos deux pays, nous avons signé aujourd'hui une Convention d'Etablissement

sement entre la Belgique et la Perse et une Convention de Commerce et de Navigation entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la Perse, dans l'espoir de les voir ratifier et pour contribuer à renforcer ces relations, l'Union Economique belgo-luxembourgeoise continuera, sous condition de réciprocité, d'accorder aux produits persans son tarif minimum et tous abaissements du dit tarif qui viendraient à avoir lieu et cela pendant une durée

raisonnablement nécessaire pour la ratification.

Veillez agréer, Monsieur le Gérant, les assurances de ma haute considération.

M. CUVELIER.

Son Excellence

*Mirza Mohamed Ali Khan Fazine,
Gérant du Ministère Impérial des
Affaires Etrangères,
à Téhéran.*

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1930

Wetsontwerp tot goedkeuring der Handels- en Scheepvaartovereenkomst, gesloten te Teheran op 9 Mei 1929, tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Wenschende een einde te stellen aan het regime der capitulatiën, zegde de Perzische Regeering op 10 Mei 1927 de op deze basis met de verschillende buitenlandsche Mogendheden gesloten overeenkomsten op. Krachtens deze opzegging moest het vriendschap- en handelsverdrag op 31 Juli 1857 tusschen België en Perzië gesloten den 10ⁿ Mei 1928 ophouden zijne uitwerking te hebben. Deze overeenkomst voorzag in zake douane en scheepvaart de behandeling der meestbegunstigde natie.

Bezorgd om in de eerste plaats zijne handelsbetrekkingen met Rusland te regelen, onderhandelde Perzië eerst en vooral met dit laatste land over een handelsovereenkomst, zich daarbij steunend op het nieuwe toltarief dat het besloten had in werking te stellen.

Slechts na de inwerkingtreding, op 2 Maart 1928, van het nieuwe Russisch-Perzisch Verdrag, verklaarde de Regeering te Teheran zich bereid om besprekingen aan te knopen met het oog op het sluiten van dergelijke overeenkomsten met de andere landen.

Aangezien de tijd ontbrak om nieuwe verdragen op te maken en in werking te stellen vóór 10 Mei, datum van het verstrijken der vroegere overeenkomsten, werd door de Perzische Regeering

voorgesteld voorloopige akkoorden te sluiten met een strikt tot één jaar beperkten duur.

Zoodoende werd er op 15 Mei 1928 te Teheran, tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië een voorloopig akkoord geteekend dat geldig was tot 10 Mei 1929 en gebaseerd was op de wederkeerige behandeling der meestbegunstigde natie, wat betreft de diplomatieke en consulaire immuniteten, de vestiging van fysieke en zedelijke personen en het toeregime der koopwaren.

Middelerwijl werden tusschen beide Partijen onderhandelingen voortgezet, ten einde nieuwe vriendschaps-, consulaire vestigings-, handels- en scheepvaartverdragen te sluiten, welke bij het verstrijken van het voorloopig regime een definitief statuut in de plaats daarvan zouden stellen.

In deze omstandigheden werd te Teheran, op 9 Mei 1929, de Handels- en Scheepvaartovereenkomst ondertekend die ik de eer heb aan uwe goedkeuring te onderwerpen. Dit verdrag is gegrond op de wederzijdsche behandeling der meestbegunstigde natie bij den in- en bij den uitvoer der koopwaren uit het tolgebied van elk der Verdragsluitende Partijen. Deze komen overeen hunne wederzijdsche handelsbetrekkingen door geen enkel in- of

uitvoerverbod te belemmeren, met uitzondering der reeksen van verboden en beperkingen toegelaten door de Internationale Overeenkomst geteekend te Genève op 8 November 1927. De Partijen verbinden zich bovendien in hunne wederzijdsche betrekkingen de volgende internationale overeenkomsten toe te passen :

1^o De Overeenkomst gesloten te Genève in 1923 voor de vereenvoudiging der douaneformaliteiten;

2^o De Overeenkomst en het Statuut betreffende het internationaal regime der zeehavens ondertekend te Genève in 1923;

3^o Het Protocol aangaande de arbitragebepalingen opgemaakt te Genève in 1923 wat betreft de contracten die door hun nationaal recht als handelscontracten worden beschouwd.

De nieuwe overeenkomst bevat de beschikkingen gebaseerd op de behandeling der meest begunstigde natie en gewoonlijk opgenomen in onze handelsverdragen, betreffende de binnenlandsche taxen en rechten, de formaliteiten betreffende de getuigschriften van oorsprong, de vrijheid van doorvoer, het regime der handelsreizigers en hunner monsters, de behandeling der handelschepen en hunner ladingen. Zooals het gebruikelijk is, worden de bijzondere voorrechten, toegestaan in geval van tolverbod of in het grensverkeer met aangrenzende Staten, uitgezonderd van het genot der clause van meestbegunstiging. Gesloten voor den duur van vijf jaar zal de Overeenkomst, behoudens opzegging zes maanden voor het verstrijken dezer periode, stilzwijgend

verlengd worden en zij zal vervolgens te allen tijde opzegbaar zijn mits advies van zes maanden.

In een slotprotocol komen de Partijen overeen de kwesties der wederzijdsche erkenning der meetbrieven en der vaartoelatingen of getuigschriften van zeewaardigheid zoodra mogelijk door een afzonderlijk akkoord te regelen.

Ten slotte, door brieven gewisseld bij het onderteekenen der Overeenkomst, hebben de Partijen besloten, eenerzijds, in zake douane op de betrekkingen tusschen de koloniale bezittingen van België en Perzië de behandeling der meestbegunstigde natie toe te passen; anderzijds, in afwachting van de inwerkingtreding van het onderhavig Verdrag, elkander verder het genot der rechten van hun minimum-tarief toe te staan.

De nieuwe Overeenkomst zal voor gevolg hebben de discriminatie te doen verdwijnen waarvan sommige onzer producten op zeker oogenblik het voorwerp geweest zijn bij den invoer in Perzië ten voordeele van gelijkaardige vreemde producten. Men mag hopen dat zij de ontwikkeling der economische betrekkingen tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië zal bevorderen en dat zij er onze zakenlieden toe zal brengen steeds meer en meer hunne werkzaamheid te richten naar een markt die voor vele onzer uitvoerproducten een zeer belangwekkend afzetgebied kan worden.

*De Minister
van Buitenlandsche Zaken,
HYMANS.*

BIJLAGE**Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen de Belgisch-Luxenburgsche Economische Unie en Perzië.**

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, handelend zoowel in Zijn Naam als in Naam Harer Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg, krachtens bestaande verdragen, eenerzijds, en Zijne Keizerlijke Majesteit de Shah van Perzië, anderzijds, wenschende het ruilverkeer te bevorderen en de economische betrekkingen tusschen de Belgisch-Luxenburgsche Economische Unie en Perzië te ontwikkelen, hebben besloten een handels- en scheepvaartverdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Zijne Excellentie den heer Maurice Cuvelier, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigde Minister in Perzië;

ZIJNE KEIZERLIJKE MAJESTEIT DE SHAH VAN PERZIË :

Zijne Excellentie Mirza Mahomed Ali Khan Farzine, Beheerder van Zijn Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

welke, na hunne respectieve, in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen, terwijl zij hunne betrekkingen volgens het beginsel der zelfstandigheid op tolgebied regelen, komen overeen dat de

voortbrengselen van den grond en van de nijverheid van het Perzische grondgebied, bij hunnen invoer in de Belgisch-Luxenburgsche Economische Unie, en, omgekeerd de voortbrengselen van den grond en van de nijverheid van de Belgisch-Luxenburgsche Economische Unie, bij hunnen invoer in Perzië, niet aan andere noch hoogere rechten, coëfficiënten, taxen of cijnsen van allen aard onderworpen zullen worden dan die welke geheven worden of zullen worden op de gelijksoortige producten van gelijk welk derde land.

Het is verstaan dat, indien op eenig oogenblik een der Verdragsluitende Partijen een of meer der minima-rechten van haar tarief verminderde, het voordeel dezer verminderingen automatisch verleend zou worden aan de op het grondgebied der andere voortgebrachte of vervaardigde producten.

ART. 2.

De voortbrengselen die uit het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen worden uitgevoerd met bestemming naar het grondgebied der andere, zullen aan geen andere noch hoogere rechten of lasten onderworpen zijn dan die welke toegepast worden of zullen kunnen worden op gelijkaardige voortbrengselen met bestemming naar de meest begunstigde natie.

ART. 3.

De behandeling der meest begunstigde natie is eveneens toepasselijk op de wijze

van inning der in- en uitvoerrechten, op het stapelhuisregime, op de tolcijnsen en -formaliteiten, op de behandeling en op de verzending in douane der goederen, hetzij deze in-, uit- of doorgevoerd worden.

ART. 4.

De voortbrengselen van den grond en van de nijverheid van een der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij, wat de binnenslandsche taxen van elken aard betreft, dezelfde behandeling genieten als degene die verleend wordt of verleend zal kunnen worden aan de gelijkaardige nationale producten of aan de gelijkaardige producten van het te dien opzichte meest begunstigde land.

ART. 5.

De Verdragsluitende Partijen zijn het eens om, in beginsel, de verplichting om getuigschriften van oorsprong over te leggen af te schaffen. Ingeval echter bij den invoer in het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen, zekere artikelen naar gelang hunnen oorsprong of hunne herkomst, aan verschillende tolrechten onderworpen zouden zijn, zouden getuigschriften van oorsprong bij uitzondering gevraagd kunnen worden opdat de artikelen uit het grondgebied der andere Partij komend het voordeel van de laagste rechten zouden kunnen genieten.

Ingeval getuigschriften van oorsprong vereischt zouden worden, komen de Verdragsluitende Partijen overeen ten deze de beschikkingen van de Internationale Overeenkomst voor de vereenvoudiging der douaneformaliteiten, gesloten op 3 November 1923 te Genève, toe te passen.

ART. 5bis.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich, in hunne wederzijdsche

betrekkingen, uitwerking te geven aan de beschikkingen :

1^o Van de Overeenkomst gesloten te Genève in 1923 voor de vereenvoudiging der douaneformaliteiten;

2^o Van de Overeenkomst en van het Statuut betreffende het internationaal regime der zeehavens, ondertekend te Genève in 1923;

3^o Van het Protocol betreffende de arbitrage-bepalingen opgemaakt te Genève in 1923 wat de contracten betreft die door hun nationaal recht als handelscontracten worden beschouwd; of deze akten al dan niet door hen bekrachtigd werden.

ART. 6.

Er zal tusschen de grondgebieden der Verdragsluitende Partijen wederzijdsche vrijheid van handel en scheepvaart bestaan. Dienvolgens verbinden de Verdragsluitende Partijen zich hunne wederzijdsche handelsbetrekkingen door geen verbod noch in- of uitvoerbeperking te belemmeren.

Echter behouden de Verdragsluitende Partijen zich het recht voor de volgende categorieën verboden en beperkingen in te stellen, met dien verstande dat deze maatregelen toegepast zullen worden op al de landen of op de landen die zich in volkomen gelijke omstandigheden bevinden :

1^o Verboden of beperkingen betreffende de openbare veiligheid;

2^o Verboden of beperkingen uitgevaardigd wegens zedelijke of humanitaire redenen;

3^o Verboden of beperkingen betreffende den handel in wapenen, munitie, oorlogsmateriëel of, in uitzonderlijke omstandigheden, van alle andere oorlogsbevoorradingen;

4^o Verboden of beperkingen uitgevaardigd ten einde de openbare gezondheid te beschermen of de bescherming van dieren of planten te verzekeren tegen de ziekten, de insekten of de schadelijke parasieten;

5^o Verboden of beperkingen bij den uitvoer welke voor doel hebben het nationaal, artistiek, geschiedkundig of archeologisch bezit te beschermen;

6^o Verboden of beperkingen toepasselijk op het goud, het zilver, de munten, het papieren geld en de effecten;

7^o Verboden of beperkingen welke voor doel hebben de vreemde voortbrengselen te onderwerpen aan het in het land zelf ingestelde regime wat betreft de voortbrengst, den handel, het vervoer en het verbruik van gelijkwaardige nationale voortbrengselen;

8^o Verboden of beperkingen toegepast op voortbrengselen die in het land zelf, wat de voortbrengst en den handel betreft, het voorwerp uitmaken of zullen uitmaken van Staatsmonopolies of van monopolies uitgeoefend onder toezicht van den Staat.

Van den anderen kant zal niets in deze Overeenkomst afbreuk doen aan het recht der Verdragsluitende Partijen om verbods- of beperkingsmaatregelen te nemen bij den in- of den uitvoer, ten einde in buitengewone of abnormale omstandigheden de levensbelangen van het land te vrijwaren.

Indien dergelijke maatregelen genomen werden, zullen zij op zulke manier worden toegepast dat zij niet leiden tot eenige willekeurige discriminatie ten nadeele van de andere Verdragsluitende Partij. Deze maatregelen zullen zolang toegepast worden als de oorzaken of omstandigheden waardoor zij ontstonden, zullen bestaan.

Van den anderen kant wordt tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen overeengekomen dat de beschikkingen van dit artikel niet ingeroepen zullen worden ten opzichte van alle verboden of beperkingen bij den in- of bij den uitvoer die niet in strijd zijn met de beschikkingen der Internationale Overeenkomsten voor de afschaffing der in- en uitvoerverboden en -beperkingen, waartoe beide Partijen toegetreden zouden zijn.

ART. 7.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich elkander wederzijds op hun grondgebied, onder voorbehoud van de vervulling der wettelijke formaliteiten, het recht van opslag in entrepôt en de vrijheid van doorvoer te verleen voor de reisgoederen, koopwaren en voorwerpen van elken aard, schepen, voertuigen en spoorwagens of andere vervoermiddelen, terwijl zij elkander te dien opzichte de meest begunstigde behandeling aan een anderen Staat verleend waarborgen.

De koopwaren van elken aard, die over het tolgebied van de eene der Verdragsluitende Partijen gaan, zullen wat het opslaan in entrepôt en den doorvoer betreft, uitsluitend de rechten en de taxen te betalen hebben die bestemd zijn om de kosten van toezicht en van beheer te dekken, echter onverminderd de fiscale taxen betrekking hebbend op de transacties waarvan deze voortbrengselen het voorwerp zouden zijn tijdens hun verblijf in entrepôt of hunnen doorvoer.

De doorvoer der goederen zal verboden kunnen worden :

a) In tijd van oorlog, alsmede te allen tijde om redenen van zekerheid of openbare veiligheid;

b) Om sanitaire redenen of als voorbehoedsmaatregel tegen veeziekten en ziekten der planten.

ART. 8.

De handelsreizigers, welke handelshuizen of nijverheden gelegen op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen vertegenwoordigen, zullen op het grondgebied der andere Partij, voor alles wat hunne werkzaamheid betreft en inzonderheid ten opzichte van de douanefaciliteiten voor de monsters verleend, dezelfde behandeling genieten als de handelsreizigers van de meest begunstigde natie.

De onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen die zich naar de jaarbeurzen en naar de markten begeven ten einde er hunnen handel uit te oefenen zullen op het grondgebied der andere op niet minder gunstige wijze behandeld worden als de onderhoorigen van de meest begunstigde natie.

Daar de bovenstaande beschikkingen niet van toepassing zijn op de rondreizende handwerkslieden, zoo min als op het rondventen, behoudt elk der Verdragsluitende Partijen zich te dien opzichte de volledige vrijheid harer wetten voor.

ART. 9.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen verzekert aan de andere de behandeling der meest begunstigde natie voor alles wat de handelsschepen en hunne ladingen betreft, hetzij het taxen, faciliteiten of elk ander voorwerp geldt.

ART. 10.

De behandeling op een voet van gelijkheid met een derden Staat zal niet toepasselijk zijn :

1^o Op de voorrechten verleend of die naderhand verleend zouden kunnen worden door eene der Verdragsluitende Partijen in het grensverkeer met de aangrenzende landen in een zone die zich langs beide zijden der grens uitstrekt en die over het algemeen 15 kilometer niet overschrijdt;

2^o Op de bijzondere gunsten in geval van tolunie verleend.

ART. 11.

Deze Overeenkomst zal zoodra mogelijk bekrachtigd worden en de uitwisseling der bekrachtigingen zal plaats hebben te Teheran. Zij zal in werking treden twee weken na de uitwisseling der bekrachtigingsakten en een duur van vijf

jaar hebben. Ingeval zij zes maanden vóór het verstrijken van deze vijf jaar niet opgezegd was, zou zij stilzwijgend verlengd worden en zou zij slechts ophouden hare uitwerking te hebben zes maanden nadat eene der Verdragsluitende Partijen aan de andere kennis zou gegeven hebben van haar voornemen er een einde aan te stellen.

ART. 12.

Deze Overeenkomst is in twee exemplaren opgesteld.

Ter Oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden deze Overeenkomst geteekend hebben en er hunne zegels op aangebracht hebben.

Gedaan te Teheran, den 9ⁿ Mei 1929.

M. CUVELIER.
FARZINE.

SLOTPROTOCOL

Bij het overgaan tot de ondertekening van de Handels- en Scheepvaartovereenkomst op heden gesloten tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië hebben de ondergeteekende Gevolmachtigden de volgende verklaring afgelegd die een wezenlijk deel van de Overeenkomst zelf zal uitmaken.

« De Verdragsluitende Partijen komen overeen dat de behandeling der meest begunstigde natie voorzien in artikel 9 niet toepasselijk is op de faciliteiten voortvloeiend uit afzonderlijke akkoorden die door een Hunner gesloten zijn en betrekking hebben op het toezicht en de meting der schepen.

» De wederzijdsche erkenning der meetbrieven en der vaartoelatingen of getuigschriften van zeewaardigheid zal

zoodra mogelijk het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk akkoord tusschen de Verdragsluitende Partijen. »

Teheran, den 9ⁿ Mei 1929.

M. CUVELIER.
FARZINE.

Teheran, den 9ⁿ Mei 1929.

MIJNHEER DE MINISTER,

Bij het onderteekenen der Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen Perzië en de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie, gedagteekend van 9 Mei 1929, heb ik de eer aan Uwe Excellentie ter kennis te brengen dat de producten van Belgisch Congo en van de onder Belgisch mandaat staande grondgebieden van Ruanda-Urundi, onder voorwaarde van wederkeerigheid, zullen voortgaan bij den invoer in Perzië het voordeel te genieten van het minimum toltarief dat op de producten der Belgisch-Luxemburgsche Unie toepasselijk is. Aan dit regiem zal slechts een einde worden gesteld mits zes maand op voorhand desaangaande bericht te geven of door deze Overeenkomst op te zeggen.

Aanvaard, Mijnheer de Minister, de verzekering mijner bijzondere hoogachting.

FARZINE.

*Aan Zijne Excellentie
den heer Cuvelier,
Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd
Minister van België, te Teheran.*

Teheran, den 9ⁿ Mei 1929.

MIJNHEER DE BEHEERDER,

Bij schrijven van 9 Mei 1929, heeft Uwe Excellentie mij wel willen kennis

geven van het besluit der Perzische Regeering krachtens hetwelk de producten van Belgisch Congo en van de onder Belgisch mandaat staande grondgebieden van Ruanda-Urundi het voordeel zullen genieten van het minimum toltarief dat op de producten der Belgisch-Luxemburgsche Unie toepasselijk is. Ik heb de eer aan Uwe Excellentie te laten weten dat, bij wijze van wederkeerigheid, de Regeering des Konings zal voortgaan, in zake douane, op de in de koloniale bezittingen van België ingevoerde Perzische producten het gunstigste regime toe te passen dat aan de meestbegunstigde natie verleend wordt. Aan dit regime zal slechts een einde worden gesteld mits zes maand op voorhand desaangaande bericht te geven, of door de opzegging der Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen Perzië en de Belgisch-Luxemburgsche Unie van 9 Mei 1929.

Aanvaard, Mijnheer de Beheerder, de verzekering mijner bijzondere hoogachting.

M. CUVELIER.

*Aan Zijne Excellentie
Mirza Mohamed Ali Khan Farzine,
Beheerder van het Keizerlijk Ministerie
van Buitenlandsche Zaken,*

Teheran, den 9ⁿ Mei 1929.

MIJNHEER DE BEHEERDER,

Ik heb de eer aan Uwe Excellentie het volgende mede te deelen :

Overwegende dat, ingevolge de tusschen onze beide landen reeds bestaande vriendschapsbetrekkingen, wij op heden eene vestigings overeenkomst tusschen België en Perzië alsmede eene Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië geteekend hebben; in de hoop dat deze

overeenkomsten zullen bekrachtigd worden en met het doel tot het versterken dezer betrekkingen bij te dragen, zal de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie voortgaan, onder voorwaarde van wederkeerigheid, aan de Perzische producten haar minimum-tarief te verleen, alsook alle verlagingen van gezegd tarief die zouden ingevoerd worden, en zulks gedurende den tijd die redelijkerwijze voor de bekrachtiging noodig is.

Aanvaard, Mijnheer de Beheerder, de verzekering mijner bijzondere hoogachting.

M. CUVELIER.

Aan Zijne Excellentie

*Mirza Mohamed Ali Khan Farzine,
Beheerder van het Keizerlijk Ministerie
van Buitenlandsche Zaken,
te Teheran.*

Teheran, den 9ⁿ Mei 1929.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer aan Uwe Excellentie het volgende mede te deelen :

Overwegende dat, ingevolge de tusschen onze beide landen reeds bestaande

vriendschapsbetrekkingen, wij op heden eene vestigingsovereenkomst tusschen Perzië en België alsmede eene Handels- en Scheepvaartovereenkomst tusschen Perzië en de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie geteekend hebben; in de hoop dat deze overeenkomsten zullen bekrachtigd worden en met het doel tot het versterken dezer betrekkingen bij te dragen, zal Perzië voortgaan, onder voorwaarde van wederkeerigheid, aan de producten der Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie zijn minimum-tarief te verleen, alsook alle verlagingen van gezegd tarief die zouden ingevoerd worden, en zulks gedurende den tijd die redelijkerwijze voor de bekrachtiging noodig is.

Aanvaard, Mijnheer de Minister, de verzekering mijner bijzondere hoogachting.

*De Beheerder van het Ministerie
van Buitenlandsche Zaken,*

M. FARZINE.

Aan Zijne Excellentie

*den heer Cuvelier,
Minister van België,
te Teheran.*